Année XXI. N° 576 — 12 Novembre 1921.

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Aula de l'Ecole d'Horlogerie, rue Necker

Jeudi 10 Novembre, à 8 h. 1/2 du soir

CONFÉRENCE par le camarade L. BERTONI

Sujet traité :

Les deux côtés de la barricade

Gouvernés et Gouvernants.

Ne votez jamais !

Rien de plus navrant que ces foires électorales revenant périodiquement avec leurs tréteaux, leurs pîtres et leurs badauds. Nous voudrions bien pouvoir en rire et n'y voir que le côté grotesque, mais la période que nous traversons ne se prête qu'à l'ironie douloureuse.

Comment ? Voici des dizaines et des dizaines d'années que le suffrage universel fonctionne, que nous avons de grandes batailles électorales, des changements de gouvernants et de législateurs, et jamais il n'a été plus vrai que plus ça change, plus c'est la même chose !

Après l'immense boucherie, d'aucuns ont pu espérer un moment que, sans renoncer au bulletin de vote, les socialistes allaient lui donner beaucoup moins d'importance que par le passé, porter la lutte sur un autre terrain, assumer vis-à-vis des institutions bourgeoises une attitude négative, en un mot devenir révolutionnaires. Mais pour ceux qui connaissent bien les professionnels de la politique, il étaient évident qu'ils ne faisaient que des concessions du bout des lèvres à l'esprit nouveau dont la masse paraissait animée, tout en attendant que la période de fièvre passée, il fût possible de revenir encore et toujours à l'ancien vomissement électoral.

En présence d'une crise profonde comme celle que nous traversons, laisser croire qu'il suffirait de changer les titulaires des départements gouvernementaux, pour accomplir nous ne savons quelle transformation, c'est une moquerie ou une tromperie grossière. La machine étatiste a été construite pièce par pièce en vue d'une exploitation et d'une domination bien déterminées de classe ; les mécaniciens appelés à la faire fonctionner pourront en huiler et graisser plus ou moins les rouages, son entretien pourra changer quelque peu, mais en somme elle ne cessera de produire ce qu'elle a toujours produit.

Disons plus. Tout nouveau mécanicien, la plupart du temps, ne connaît rien à l'engrenage et ne peut que dire aux chauffeurs de la bureaucratie : Continuez ! La compétence, requise comme condition première pour toute entreprise privée, ne l'est nullement pour la gestion des affaires publiques, aussi les élus passent-ils d'un département à l'autre avec la plus parfaite aisance, précisément parce qu'ils ne connaissent rien à l'un pas plus qu'à l'autre.

Reconnaissons qu'étant donné leur méthode de formation, les gouvernements, si mauvais qu'ils soient, le sont apparemment moins qu'ils devraient l'être. La routine les sauve en temps normal de trop grandes bévues, mais allez donc au moment d'une crise faire un instrument de rénovation de ce qui ne se maintient aussi bien que mal uniquement grâce à la routine ?

Tout cela en dehors de la question de personnes sur lesquelles il y aurait pourtant beaucoup à dire. L'histoire des élus du socialisme est plus écœurante que celle de n'importe quel autre parti et ce n'est pas peu dire. Car, en somme, les candidats bourgeois promettent bien de faire le bonheur du peuple, mais sans rien toucher aux intérêts établis et aux droits acquis, si bien que leur impuissance et leurs volte-face s'expliquent aisément par cette condition imposée d'avance à leur activité. Mais les soi disant représentants du prolétariat, élus au nom de la lutte de classe, autrement dit de la lutte contre les privilèges des possédants, finissent toujours par devenir, eux aussi, les défenseurs de ceux-ci.

Lénine, Trotzky et consorts ne font pas exception à la règle. Ils n'ont combattu pendant un court laps de temps l'ancien régime que pour le remplacer au pouvoir, mais maintenant ils déclarent cyniquement que ce qui leur importe le plus est de garder ce pouvoir et qu'à cet effet ils sont prêts à se réconcilier avec le capitalisme étranger, de même qu'ils l'ont déjà reconstitué à l'intérieur.

Cette dernière leçon est de toutes la plus importante. Pas de salut par un gouvernement, même issu d'une révolution. Et les plus trompeurs de tous les trompeurs de la politicaillerie sont ceux qui vont criant : *Le pouvoir, tout le pouvoir au prolétariat !* Leur expérience en Russie a abouti à redonner le pouvoir au capitalisme, dont ils sont déjà les associés et ne demandent pas mieux qu'à le devenir toujours plus.

Travailleurs, le problème qui se pose à nous est précisémente d'*émanciper le travail, la production et toute la vie sociale de n'importe quel pouvoir gouvernemental.* Homme gouverné signifie homme esclave, la liberté découlant de la capacité et de la possibilité de se gouverner soi-même, de la suppression de toute autorité.

MÉLANGE

Réveil patriotique.

Quand les bourgeois s'y mettent, ils ne s'arrêtent plus. Il y a quinze jours à Lisbonne, ils réorganisaient le ministère portugais en tuant une demi-douzaine de ministres. A Tokio, la semaine dernière, c'est le chef du gouvernement japonais qui succombe d'un coup de sabre donné dans le ventre.

Naturellement qu'avant de manifester leur indignation les journaux se sont enquis des intentions de l'assassin. Celui-ci appartient à la classe noble et est membre d'un parti encore plus nationaliste que le ministre défunt qui, n'ayant plus d'argent pour construire des navires de guerre, pensait, peut-être, que la difficulté pourrait être surmontée en différant la construction de ces bateaux coûteux et inutiles. C'était trop simple et surtout d'un mauvais exemple. Aussi ses adversaires décidèrent-ils de le supprimer.

Le représentant autorisé d'une délégation nipponne, actuellement à Genève, déclara d'ailleurs à un reporter local que l'exécution du ministre était le signal — convenu ? — d'un grand réveil patriotiqne dans l'empire du Soleil-Levant. Les intentions du criminel étant aussi louables, l'indignation a été décommandée. Toutefois, la copie reste prête pour stigmatiser un prochain attentat communiste ou anarchiste ou, à défaut, une nouvelle mise à mort du tsar Nicolas II.

Si messieurs les bourgeois veulent ainsi s'entretuer, nous n'y voyons pas de sérieux inconvénients. Il vaut toujours mieux les voir se faire passer mutuellement de vie à trépas, plutôt que d'assister à l'abattage en masse de bougres dont le seul crime est d'être trop soumis.

Toutefois, nous retenons la leçon. A l'occasion nous saurons que penser de la prose larmoyante des feuilles de l'ordre, quand un grand de la terre — grand par l'iniquité — se sera trouvé face à face avec un révolté.

Le match.

L'honneur suisse vient de l'échapper belle. Il s'en est manqué de peu qu'il soit... foutu. Il est vrai que depuis que l'honneur national est accommodé à la sauce bourgeoise et patriotique, il est souventes fois mis en fâcheuse posture. Un coup de pied ou de poing mal envoyé et voilà l'honneur national perdu. Un sauvage ou un habitant de la lune, questionné à ce sujet, répondrait sans doute que l'honneur d'un peuple consiste à faire régner la justice et l'égalite chez lui, à être accueillant pour l'étranger et à ne pas tenter de s'emparer des biens des voisins. Mais cette notion de l'honneur est périmée.

L'honneur moderne et civilisé consiste à être plus terrible que d'Artagnan, et pour, dans les courtes périodes de paix, maintenir bien haute cette conception, on place l'honneur dans le poing d'un boxeur ou la jambe d'un footballeur, et plus ce derniar lève la jambe, plus l'honneur est élevé ; c'est simple et à la portée de l'intellect de tous les citoyens.

Dimanche 6 novembre, une équipe suisse se mesurait avec des adversaires italiens, qui avaient passé les Alpes pour redonner un peu de vernis à la gloire italienne, qui tombe dans l'oubli depuis que tout le monde peut apprécier les grands bienfaits de la victoire.

Par la pluie et le vent, les savates s'acharnèrent sur la balle de cuir jusqu'au moment où les combattants épuisés constatèrent qu'à part les coups reçus, l'honneur des uns et des autres n'était ni augmenté, ni diminué, la partie étant nulle. Mais tandis qu'il est si difficile de mobiliser les masses pour une action généreuse, des milliers de spectateurs resistèrent à l'intempérie, simplement parce que bourrés par une presse qui a compris que le meilleur moyen d'immobiliser les cerveaux, c'était de mobiliser bras et jambes sous prétexte de sport.

Certes, l'individu se doit à lui-même de se développer harmonieusement au phystque et au moral, mais il ne peut le faire utilement s'il ne commence son cours de culture par une action énergique pour la suppression de toute exploitation. Dans l'organisation de la société capitaliste tout s'enchaîne et ceux qui prétendent que l'exploitation est une chose et le sport une autre, jouent inconsciemment un rôle de dupes.

L'amnistie.

Charles de Habsbourg a manqué son coup. Parti d'un vol d'aigle formidable, il est maintenant, quelque part, sur un navire anglais, dans la posture d'un merle déplumé. C'est bien, pourvu qu'on n'entende plns parler de cet oiseau-là.

L'aventure tiendrait donc de l'opérette, s'il n'y avait les cadavres de quelques dizaines de pauvres diables, sacrifiés par les deux principaux intéressés qui n'ont pas une égratignure. L'un, un peu dépité, part en villégiature dans une île enchantée ; l'autre attend son heure. Ce Horthy risque de faire son chemin. A une époque où beaucoup de privilégiés tremblaient, il a fait preuve d'une audace féroce. Chrétien lui-même, il a suivi le conseil de cet autre chrétien qui

l'engageait à faire prendre au peuple hongrois un bain de sang comme si celui de la guerre n'était pas suffisant. Horthy s'est baigné dans le sang des travailleurs et s'est comporté comme le plus affreux des cannibales et il à été sacré grand homme d'Etat. Aujourd'hui il envoie des soldats contre l'ex-roi, en apparence pour suivre à la volonté des Alliés, mais tout heureux de ce prétexte qui lui permettra de rester maître de la place. Son intention apparaît encore mieux en considérant la hâte avec laquelle il amnistie tous les auteurs du coup d'Etat, de même que ceux qui, depuis 1918, ont commis des délits par patriotisme. Des milliers d'ouvriers et d'intellectuels ont été mis à mort par les procédés les plus atroces ; d'autres milliers croupissent dans les bagnes pour avoir osé espérer que quelques unes des promesses faites pendant la guerre seraient tenues.

Ces misérables voulaient pour eux plus de justice : il y a, pour eux, pas de châtiment assez cruel. Les autres tentaient de ramener le pays à l'esclavage antique : le pouvoir n'a pour eux que des sourires. Et les journaux nous disent, que Horthy demandait le concours des ouvriers pour résister à l'échappé de Hertenstein!

Ah! comme on aurait voulu les voir se soulever, non pour répondre à l'appel du bourreau, mais pour confondre dans une même haine farouche et justicière les deux buveurs de sang, n'aurait-ce été que pour faire déborder la coupe jadis évoquée par l'ancien procureur de la Confédération suisse.

Il faut que tous se mettent à la tâche, mais pas seulement pour consolider la position de maîtres issus de la guerre mais pour réaliser une société fraternelle et juste.

Au Maroc.

Pour augmenter leurs petits profits les généraux espagnols chargés de la conquête du Maroc faisaient de la contrebande et vendirent même les armes et les munitions aux Riffains. Quand le matériel de guerre eut ainsi changé de camp, les officiers étant très occupés à faire la fête, les indigènes tombèrent sur les conquérants et les refoulèrent consciencieusement.

Grand émoi à Madrid. Le roi fit annoncer que lui-même partirait à la tête d'une armée pour châtier des rebelles aussi effrontés. Mais quand les rois disent qu'ils vont à la tête des armées, il faut entendre qu'ils suivent par derrière, très loin derrière même. Déjà des mois se sont écoulés et Alphonse XIII est toujours dans la capitale ibérique, tandis que beaucoup de soldats sont déjà morts en allant de l'avant.

Et n'est-ce pas affligeant? Des ouvriers et des paysans très misérables, mais encasernés, passent la mer pour asservir d'autres misérables récalcitrants, alors qu'il serait si facile aux uns et aux autres d'employer leur force et leur savoir à se libérer de leurs propres maîtres.

La foire de Genève.

Ce n'est pas du bazar costumé qui, en quelques jours, a fait plus de 250 mille francs de bénéfice, que nous voulons parler, mais bien de la foire aux poires électorales dont l'ouverture a lieu samedi et la fermeture dimanche soir. Les personnes important peu, on peut sans risque d'erreur, pronostiquer un sérieux déficit, malgré les alléchantes promesses des comités de foire qui tous prétendent présenter les meilleurs fruits... secs de la production humaine.

Déjà le battage a commencé : les hommes au pouvoir et les chercheurs de manne qui gravitent autour d'eux, vantent les grandes choses accomplies alors qu'il serait si simple, si vraiment il y avait eu de vraies améliorations, de les faire voir à tous pour couper court à la discussion. Devant le vide du tableau les équipes qui couvoitent les fauteuils ont beau jeu pour démontrer que les tenants du pouvoir n'ont rien fait, que durer leurs trois ans. Mais eux aussi n'ont que des phrases à opposer à leurs antagonistes! Tous sont donc réduits à lutter en se traitant mutuellement d'incapables souvent — et ceci est intéressant — avec preuves à l'appui. Si, pour juger de la valeur morale et intellectuelle des gens en place, on ne considérait que les affiches électorales qui, durant toute la semaine, vont couvrir les murs de la ville, on n'aboutirait pas à des considérations très flatteuses pour aucun de ces messieurs.

Les formalités pour le renouvellement du personnel gouvernemental ne sauraient pas ne pas avoir les allures de foires qu'elles ont régulièrement. Ce sont les concurrents aux places qui s'affrontent et non des principes. C'est ce qui explique ces procédés de forains où celui qui fait les boniments les plus ronflants amène le plus de monde dans sa baraque. Que les partisans du régime actuel se passionnent pour les opérations électorales, c'est compréhensible.

Mais que ceux qui veulent un changement croient pouvoir l'obtenir par un simple déplacement de personnalités, c'est une autre chose. Tous les événements et ceux de ces dernières années plus particulièrement, prouvent que les véritables maîtres des destinées humaines ne sont pas les gouvernants officiels, mais bien les grands financiers qui font comme on dit, la pluie et le beau temps, la guerre et la paix et qui créent artificiellement les grandes crises économiques à seule fin de faire durer leur domination. La presse bourgeoise est d'ailleurs forcée d'avouer que rien ne se décide sans l'assentiment des grands boursicotiers.

Il n'y a donc pas dix façons d'envisager les choses. Il faut être pour ou contre l'Etat. Pour, les changements du personnel gouverneemental feront distribuer des places à un clan plutôt qu'à l'autre et ce sera tout. Que ce soit Pierre, Paul ou Jacque qui occupent le fauteuil directorial, le résultat sera le même. Contre, il faut s'apprêter à reprendre la gestion de la production en écartant simplement les parasites, A. A.

Choses de Russie

Voici la note de rédaction aux camarades que nous avons pu lire dans le premier numéro (deuxième série, août 1921), du journal anarchiste *Le Début*, paraissant à Moscou. Malheureusement, après ce numéro, nous n'en avons pas reçu un second. Le journal serait il de nouveau supprimé? C'est à craindre, la réaction sévissant de plus en plus en Russie.

* * *

Le 24 octobre de l'année dernière, à la suite d'une perquisition, de la fermeture de l'imprimerie et de l'arrestation du rédacteur-éditeur (qui était en même temps imprimeur), le *Début* a dû interrompre ses publications et le numéro déjà prêt pour le tirage ne put être imprimé et expédié. Le juge d'instruction par trop zélé a vu dans notre activité la « contre-révolution ».

Notre « contre-révolution » ne se trouve-t-elle pas dans ce que nous écrivions contre la réquisition chez les paysans du soi-disant *superflu ;* — contre la distribution agraire qui, d'après le rapport du président du Soviet de Moscou, était l'une des principales causes de la diminution de la surface ensemencée dans le pays ; — contre cette distribution agraire qui a épuisé les provisions pour les jours noirs et a augmenté les conséquences de la sécheresse de cette année dans les districts du Volga?

Ou peut-être notre « contre-révolution » se trouve-t-elle dans ce que nous prêchions l'affranchissement de la coopération de la tutelle bureaucratique et de l'intervention de l'Etat, — dans ce que nous luttions pour la coopération libre, sur laquelle on fonde actuellement tant d'espérances en présence de la crise d'alimentation dans les villes?

C'est vrai que nous nous prononcions aussi pour la séparation des Unions professionnelles de l'Etat et des partis politiques!...

Après de longues tracasseries, grâce à l'opinion favorable d'un éminent bolchévik, — affirmant que le rédacteur du *Début* mérite une pleine confiance, — nous avons réussi à obtenir la permission de reparaître.

Nous ne tromperons pas la confiance qu'on nous accorde et, comme révolutionnaires, nous ne flatterons pas les autorités uniquement parce qu'elles ont le dessus sur nous ; nous continuerons à dire honnêtement et ouvertement ce que nous pensons et ce que nous croyons, même si les punitions devaient pleuvoir à nouveau sur nous — car dans le régime actuel la main gauche ne sait souvent pas ce que fait la main droite.

Notre tâche est d'autant plus facilitée que nos dirigeants — à ce qui semble — ont compris eux-mêmes toute la stérilité pratique de la centralisation étatiste, inséparable de son satellite, la bureaucratie.

Continuez à critiquer les mécomptes des procédés étatistes dans la reconstruction sociale ne signifie plus qu'enfoncer des portes ouvertes. Les organes officiels exposent cette critique avec une sincérité louable et parfois avec beaucoup de mordant — ce que nous adversaires par principe de toute autorité n'oserions pas faire.

Comme on voit, l'esprit socialiste n'a pas eté étouffé entièrement par l'autorité chez beaucoup de holchéviks. Convaincus par la réalité de la stérilité des procédés coercitifs étatistes, les plus sincères d'entre eux passeront dans les rangs des élèves de Kropotkine, qui, lui, les ménageait dans sa critique précisément parce qu'*ils ont passé des paroles à l'action,* comme il disait sitôt après la révolution d'octobre.

Le président de la Tche-ka, — en demandant aux anarchistes qui ont déclaré la grève de la faim au mois de décembre dernier de se ménager, — les appelle « héritiers des bolchéviks ». C'est triste de voir qu'on garde ces « héritiers » (en suivant l'exemple des empereurs) en grand nombre dans les prisons, tandis qu'ils pourraient servir de levain pour le réveil de cette auto-activité économique et sociale des masses populaires, à laquelle s'adressent maintenant les détenteurs du pouvoir, pour faire sortir le pays du marais, où il a été enlisé par la bureaucratie étatiste, cause de tant de ruines.

Une nouvelle voie s'ouvre à la marche de la révolution russe — la voie de l'auto-activité anti-étatiste. Et il dépend de nous, anarchistes, — de notre tact, de notre savoir-faire et de notre énergie, — de faire triompher dans cette voie un esprit vraiment révolutionnaire, rénovateur, et d'éviter la dégénération en libéralisme bourgeois.

Dans une pareille œuvre, le rôle de la parole imprimée est immense et le *Début* continuera, comme auparavant, à faire sa part de travail dans le mouvement anarchiste, dans l'explication théorique et la révision critique des questions urgentes, en s'inspirant des idées et de l'exemple de Kropotkine, l'inoubliable maître aimé, à la vie et à l'activité créatrice duquel nous ferons une large place.

Le préjugé gouvernemental.

Qui s'est opposé, en 1789, à la Révolution? — Le gouvernement.

Le gouvernement, malgré l'initiative qu'il avait été forcé de prendre, s'opposait si bien à la Révolution, en 1789, qu'il fallut, pour l'y contraindre, appeler la nation aux armes. Le 14 juillet fut une manifestation où le peuple traîna le gouvernement à la barre, comme une victime au sacrifice. Les journées d'octobre, les fédérations de 90 et 91, le retour de Varennes, etc. ne furent qu'une marche triomphale qui aboutit au 21 janvier.

Certes, je suis loin de prétendre que le peuple, qui voulait la Révolution n'eût pas raison de le faire : je dis seulement que *le gouvernement, en faisant résistance, obéissait à sa nature,* et c'est ce que nos pères ne comprirent pas. Au lieu de punir un homme, de condamner une forme, *c'était le principe qu'il fallait atteindre, le gouvernement qu'il fallait offrir en holocauste à la Révolution.* Il fallait se demander, non pas si la dynastie des Bourbons, si la monarchie constitutionnelle, pouvait servir les nouveaux intérêts ; mais si l'ordre politique, l'organisation d'une autorité publique, de quelque nature qu'elle fût, était compatible avec les idées que venait consacrer la Révolution. Les fédérations ou fraternisations qui se formèrent spontanément de toutes parts, mettaient sur la voie : elles prouvaient que la souveraineté du Peuple n'est autre chose que l'harmonie des intérêts, résultant d'un libre contrat, et que la centralisation des pouvoirs, telle du moins qu'elle est entendue et pratiquée par nos hommes d'Etat, est l'aliénation même des libertés. Alors, au lieu de revenir au régime politique, on eût cherché le régime économique ; *au lieu de reconstituer le Pouvoir, on aurait cherché la méthode à suivre pour en voir plus tôt la fin.* Après la négation l'affirmation : ce que le Peuple venait de détruire, il le remplaçait, non par un replâtrage, mais par une autre institution.

Il n'en fut pas ainsi, le préjugé gouvernemental était trop puissant encore pour que l'idée révolutionnaire fût comprise dans sa plénitude. Le mouvement, à peine commencé, s'arrêta. Toutes les péripéties révolutionnaires dont nous avons été témoins, à partir du 14 juillet 1789, ont eu pour cause cette préoccupation, *Proudhon.*

En période électorale

par Errico MALATESTA

Voici une brochure parue il y a presque trente ans ; les arguments qu'elle donne contre le parlementarisme n'ont été que renforcés par tous les événements auxquels nous avons assisté depuis lors. La conclusion à en tirer est ainsi toujours la même : les réformes sont impossibles, vaines ou illusoires, il ne reste qu'à œuvrer pour la révolution sociale.

* * *

Louis. — Un riche picolo, eh ! l'ami.

Charles. — Euh !... Il n'est pas mauvais..., mais il est chérot.

Louis. — Cher? Je te crois ! Avec tous les impôts, tant du gouvernement que de la municipalité, nous payons tout au double de sa valeur. Si seulement il n'y avait que le vin ! Mais le pain, le loyer, tout nous coûte les yeux de la tête. Et le travail manque, et quand on nous embauche c'est à des prix dérisoires. Il n'y a plus moyen de vivre !... C'est grandement de notre faute : tout le mal vient de nous. Si nous voulions, on y aurait vite remédié ; et, justement, ce serait le bon moment pour fiche tout ça en l'air.

Charles. — Comment ça? Indique moi le moyen.

Louis. — Oh, c'est fort simple. Es-tu électeur?

Charles. — Ah ! Ah ! Que diantre ça peut-il faire, que je sois électeur ou non ?

Louis. — Comment, ce que ça peut faire ! L'es-tu ou ne l'es-tu pas ?

Charles. — Oh ! bien, si ça t'intéresse, je le suis ; mais c'est comme si je ne l'était pas car je ne vais jamais voter.

Louis. — Voilà... tous pareils ! Et puis vous vous plaignez ! Mais ne comprenez-vous pas que vous êtes vos propres assassins et ceux de vos familles ? Vous êtes d'une indolence et d'uu avachissemeut qui mérite la misère dans laquelle vous croupissez, et pire encore. Vous...

Charles. — Eh là ! C'est bon, c'est bon, ne t'emballe pas. J'aime raisonner et je ne demande pas mieux que d'être persuadé. Qu'arriverait-il donc si j'allais voter ?

Louis. — Mais comment ! Est-ce la peine de raiaonner tant que ça ? Qui fait les lois ? N'est-ce pas les députés et les conseillers municipaux ? Donc, en élisant de bons députés et de bons conseillers municipaux, on aurait de bonnes lois, les impôts seraient moins lourds, le travail serait protégé et, par conséquent, il en résulterait une diminution de la misère ?

Charles. — Des bons conseillers et des bons députés ? Il y a longtemps qu'on nous chante ça et il faudrait vraiment être aveugle et sourd pour ne pas s'apercevoir que ce sont tous les mêmes pantins ! — Ah ! oui ! écoutez-les, maintenant qu'ils ont besoin d'être élus ! Ils sont tous admirables, tous très démocrates ; ils vous tapent sur le ventre, vous demandent des nouvelles de la femme et des enfants, vous promettent des chemins de far, des ponts, des routes bien entretenues, de l'eau buvable, du travail, le pain à bon marché... tout le diable et son train ! Et puis, une fois élus, ils sont tous plus coquins les uns que les autres. Adieu les promesses. Votre femme et vos gosses peuvent bien crever de faim ; votre région peut bien être ravagée par les épidémies et dévastée par les cyclones, le travail peut bien vous manquer, la famine peut bien vous dévorer. Peuh ! Les députés ont autre chose en tête que vos malheurs. Pour remédier à vos maux, il n'y a rien de tel que les gendarmes ! puis, dans quelques années, on recommence la fumisterie. Pour l'instant, passée la fête, adieu le saint. Et, sais-tu ? Le parti, la couleur politique importent peu : ils sont tous, tous eutends-tu, de même farine. La seule différence qu'il y a entre eux, je vais te la dire : les uns, une fois élus, vous tournent le dos et ne veulent plus vous reconnaître, tandis que les autres continuent à bien vous accueillir, afin de vous conduire par le bout du nez, grâce à leurs bavardages... et ils se font payer même les banquets.

Louis. — Parfaitement ! Mais pourquoi élire des riches ? Ne sais-tu pas que les riches vivent du travail d'autrui ? Et donc, comment veux-tu qu'ils s'occupent à faire le bien du peuple ? Si le peuple était libre, c'en serait fini de leur vie de cocagne. Il est vrai que, à bien voir, s'ils voulaient travailler, les choses marcheraient mieux, pour eux aussi ; mais ils s'entêtent à ne pas le comprendre et ils n'ont d'autre but que de sucer tant et plus le sang du pauvre.

Charles. — A la bonne heure ! Tu commences à bien parler. Seulement, il n'y a pas que les riches : il y a aussi ceux qui soutiennent les intérêts des riches et ceux qui désirent être nommés députés pour devenir riches.

Louis. — Eh bien, eloignons-nous de tous ceux-là, oomme de la peste. Elisons des ouvriers, des amis eprouvés, et alors nous aurons la certitude de ne pas être trompés.

Charles. — Eh ! eh ! Nous eu avons déjà vu pas mal de ces amis *éprouvés*.... Et pnis, tu es vraiment drôle : « Elisons !... Elisons !... » Comme si toi et moi nous pouvions nommer qui nous plaît !

Louis. — Moi et toi ?... Il ne s'agit pas que de nous deux. Certainement, à nous seuls nous ne pouvons rien faire ; mais, si chacun de nous s'efforçait d'en convertir d'autres, et si ceux-ci faisaient de même, nous obtiendrions la majorité et nous pourrions élire qui nous plairait. Et si, ce que nous ferions ici, d'autres le feraient ailleurs, en peu de temps nous aurions la majorité dans le parlement, et alors....

Charles. — Alors, ce serait l'Eldorado... pour ceux qui seraient au Parlement, n'est-ce pas ?

Louis. — Mais....

Charles. — Mais, te moques-tu de moi ? Tu vas diantrement vite en besogne, toi ! Tu t'imagines déjà avoir la majorité et tu accommodes les choses à ta façon. La majorité, mon cher, l'ont toujours eu ceux qui commandent, l'ont toujours eu les riches. Figure-toi un pauvre diable de paysan qui a sa femme malade et cinq petits enfants à nourrir, — va donc lui persuader qu'il doit se faire renvoyer par le patron et aller crever comme un chien, dans la rue, lui et sa famille, pour le plaisir de donner son vote à un candidat qui n'est pas du goût de son maître. Va donc persuader tous ces pauvres diables que le patron peut faire mourir de faim quand il lui plaît. Sois-en convaincu : le pauvre n'est jamais libre — et puis, le serait-il, qu'il ue saurait pour qui voter. Et, s'il le savait et le pouvait, il ferait sa propre besogne, sans perdre de temps à voter : il prendrait ce dont il a besoin... et bonsoir.

Louis. — Oh, je comprends : la chose n'est pas facile. Il faut se décarcasser, s'adonner à la propagande, afin de faire comprendre au peuple quels sonts ses droits et l'encourager à braver la colère du patron. Il faut se grouper et s'organiser pour empêcher l'exploiteur de fouler aux pieds la liberté de ses ouvriers en les renvoyant lorsqu'ils n'ont pas ses idées.

Charles. — Et tout cela, afin d'arriver à voter pour monsieur Pierre ou monsieur Paul? Que tu es nigaud ! Mais oui, tout ce que tu conseilles, nous devons le faire, mais dans un autre but : nous devons le faire, afin de convaincre le peuple que toutes les richesses de la terre lui ont été dérobées ; qu'il a le droit de s'en emparer et que, quand il le voudra, il en aura la force ; et qu'il doit s'en emparer lui-même, sans attendre le mot d'ordre de personne.

Louis. — Mais enfin, où veux-tu en venir ? Il faudra toujours bien quelqu'un pour diriger le peuple, pour organiser les choses, pour rendre la justice, pour garantir la sûreté publique ?

Charles. — Mais non ! Mais non !

Louis. — Et comment veux-tu faire ? Le peuple est si ignorant !

Charles. — Ah oui, ignorant ! Il l'est en effet, car s'il ne l'était pas, il aurait vite fichu tout ça en l'air. Mais, je parie qu'il comprendrait vite ses intérêts si on ne l'en détournait pas : et, si on le laissait agir à sa guise, il arrangerait les choses mieux que tous ces bouffe-galette qui, sous pretexte de nous gouverner, nous affament et nous traitent comme des bêtes. Tu es bien drôle avec tes fariboles sur l'ignorance populaire ! Lorsqu'il s'agit de laisser au peuple la liberté de faire ce qui lui plaît, vous dites qu'il ne comprend rien ; tandis que, quand il s'agit de lui faire nommer des députés, alors on lui reconnaît toute capacité... et s'il nomme l'un des vôtres, on le proclame d'une sagesse et d'un savoir admirables. N'est-il pas cent fois plus facile d'administrer soi-même ses affaires que de chercher une tierce personne qui soit apte à le faire pour vous ? Non seulement, dans ce cas, il faut savoir comment les affaires doivent être gérées, afin de choisir en toute connaissance de cause, mais encore savoir juger de la sincérité, du talent et de toutes les qualités de celui qui sollicite vos suffrages. Si les députés avaient la réelle intention de défendre vos intérêts, ne devraient-ils pas vous demander ce que vous désirez et comment vous le désirez ? Et comme il n'en est pas ainsi, pourquoi accorder à un seul le droit d'agir à sa fantaisie et de vous trahir si ça lui plaît ?

Louis. — Cependant, comme les hommes ne peuvent tout faire par eux-mêmes, il faut bien que quelqu'un s'occupe des intérêts publics et fasse de la politique ?

Charles. — Je ne sais ee que tu entends par *politique*. Si tu entends l'art de tromper le peuple et de l'écorcher en le faisant crier le moins possible, sois convaincu que nous nous en passerions bien volontiers. Si tu entends par *politique* l'intérêt général et la manière de marcher tous d'accord pour le bien-être de chacun, — alors c'est une chose que nous devrions tous connaître, de même que tous, par exemple, nous savons boire et manger et aussi nous divertir sans incommoder nos semblables et sans nous laisser incommoder par eux. Que diable ! il serait drôle que, pour se moucher, il faille recourir à un spécialiste... et lui donner le droit de nous tordre le nez si nous ne nous mouchons pas à sa mode. D'ailleurs, on comprend très bien que les cordonniers fassent des chaussures et que les maçons construisent les maisons. Personne, cependant, n'a songé à donner aux cordonniers et aux maçons la privilège de nous condamner et de nous affamer.... Mais parlons des choses du jour : Qu'ont fait, en favenr du peuple, ces hommes qui veulent aller au parlement et dans les municipalités pour faire le bien général ? En quoi les socialistes se sont-ils montrés meilleurs que les autres ? Je te l'ai déjà dit : tous sont du même calibre !

Louis. — Tu t'en prends aussi aux socialistes ? Mais, que veux-tu qu'ils fassent, ils ne peuvent absolument rien ! Ils sont trop peu. En ce qui concerne les quelques municipalités où ils ont la majorité, ils sont tellement serrés par les lois et par l'influence de la bourgeoisie qu'ils ont les mains complètement liées.

Charles. — Et pourquoi y vont-ils si c'est ça? Pourquoi y restent-ils, s'ils n'y peuvent rien faire ? Il n'y a qu'un motif : c'est qu'ils peuvent soigner leurs petites affaires !

Louis. — Mais, dis moi un peu... tu es anarchiste, toi ?

Charles. — Que t'importe ce que je suis ? Ecoute ce que je te dis, et si mon raisonnement te semble bon, fais-en ton profit.... Sinon, tu peux me combattre et tâcher de me persuader. Oui, je suis anarchiste... et puis après ?

Louis. — Oh, pour rien ! J'ai même plaisir à causer avec toi. Je suis socialiste — pas anarchiste, parce que vos idées me paraissent trop avancées. Je trouve cependant que vous avez raison sur beaucoup de points. Si je t'avais su anarchiste, je ne t'aurai pas dit que l'on pourra obtenir des améliorations, grâce aux élections et au parlement, parce que moi aussi, je sais que tant qu'il y aura des pauvres, ce seront toujours les riches qui feront les lois, et qu'ils les feront toujours à leur avantage.

Charles. — Mais alors, tu es d'une insigne mauvaise foi ? Comment ! Tu connais la vérité et tu prêches le mensonge ?... Tant que tu ne me savais pas anarchiste, tu me serinais qu'en élisant de bons conseillers et de bons députés, on pourrait transporter le paradis sur la terre ; maintenant que tu sais ce que je suis et que tu comprends que je n'avale pas ces blagues-là, tu avoues que par le parlement on ne peut rien obtenir. Pourquoi alors venir nous casser la tête avec ces invitations à voter ? Vous paie-t-on pour tromper les pauvres gens ? Comme ce n'est pas la première fois que je te vois, je sais que tu es un véritable ouvrier, de ceux qui vivent uniquement de leur travail. Pourquoi donc égarer les camarades, histoire de faire le jeu de quelques renégats qui, avec l'excuse du socialisme, désirent faire les messieurs et nous gouverner ?

Louis. — Non, non, mon ami ! Ne me juges pas si mal ! Si je pousse le peuple à aller voter, c'est dans l'intérêt de la propagande. Ne comprends-tu pas l'avantage qu'il y a pour nous à avoir quelques-uns des nôtres au Parlement ? Ils peuvent faire de la propagande mieux qu'un autre, car ils voyagent à l'œil et ne sont pas trop embêtés par la police ; ensuite, lorsqu'ils parlent du socialisme au Parlement, tout le monde y prête attention et on en discute. N'est-ce pas de la propagande ceci ? N'est-ce pas autant de gagné ?

Charles. — Ah ! Et c'est pour faire de la propagande que vous vous transformez en courtiers électoraux ?. Jolie propagande que celle-là ! Voyons : vous allez sérinant au peuple qu'il faut tout espérer et attendre du Parlement, que la révolution est inutile, que le travailleur n'a autre chose à faire qu'à laisser tomber un carré de papier dans une boîte et attendre ensuite, la bouche ouverte, que la manne lui tombe du ciel. N'est-ce pas plutôt de la propagande à rebours ?

Louis. — Tu as raison, mais qu'y veux-tu faire ? Si on ne s'y prenait pas ainsi nul ne voterait. Où serait le moyen de décider les travailleurs à voter, après leur avoir affirmé qu'il n'y a rien à attendre du Parlement et que les députés ne serveut à rien ? Ils diraient que nous nous moquons d'eux.

Charles. — Je sais bien qn'il faut opérer de cette façon pour décider le peuple à voter et à élire des députés. Et cela ne suffit même pas ! Il est encore indispensable de faire un tas de promesses que l'on sait ne pas pouvoir tenir ; il faut aussi courtiser les riches, se faire bien voir du gouvernement, en un mot, ménager la chèvre et le chou et se ficher de tout le monde. Sinon, on n'est pas élu.... Et que viens-tu donc me chanter de propagande, si la première chose à faire et que vous ne manquez pas de faire, est de marcher eontre la propagande ?

Louis. — Je ne dirai pas que tu as tort ; il faut cependant convenir qu'il y a toujours un avantage à ce que quelqu'un des nôtres ait voiv au chapitre.

Charles. — Uu avantage ?... Pour lni, je ne dis pas non, et aussi pour quelques-uns de ses amis. Mais, pour la masse du peuple, vraiment non. Va donc raconter ça aux dindons et aux oies. Si au moins on n'avait pas essayé, passe encore !... Mais il y a maintenant passablement d'années que des naïfs envoient des socialistes au Parlement, et qu'en a-t-on obtenu ? Les députés s'assagissent et se pourrissent vite, une fois à la Chambre, Depuis que Tolain et Nadaud ont tourné leurs vestes, d'autres ont emboîté le pas : à bien compter, Basly n'est pas le seul renégat... On a vu des socialistes devenir des simples radicaux, voire même des opportunistes : ils ont dégriugolé à la coquinerie républicaine !... Si je parle de coquins, ne t'y trompe pas, c'est les chefs seuls que je vise. Quant aux ouvriers qui se bornent à n'être que républicains, ce sont des pauvres bougres qui s'imaginent marcher dans le bon chemin et qui ne s'aperçoivent pas qu'ils sont trompés et mystifiés pire que par le curé. Pour en revenir à ce que nous disions tout à l'heure, le seul résultat que nous ayons obtenu est que les députés socialistes qui, avant d'être élus, étaient pourchassés comme des malfaiteurs parce qu'à l'époque ils parlaient de révolution, sont aujourd'hui appréciés et estimés par les riches et ils serrent la main aux préfets et aux ministres. Et même s'il leur arrive d'être condamnés, ce qui ne se produit que pour des questions bourgeoises n'ayant rien à voir avec la cause ouvrière, même alors on prend des gants pour les persécuter et on leur demande presque excuse. Et cela, parce que les dirigeants se savent en compagnie de chiens aussi couchants qu'eux : aujourd'hui c'est le tour des uns, demain ce sera le tour des autres... et en fin de compte, tous se mettrent d'accord pour ronger l'os populaire ! Regarde un peu si ces beaux messieurs ont encore envie de se faire casser la figure pour la révolution ! (*A suivre.*)

Religion et révolution

La religion, par sa nature, ne discute point ; elle n'analyse, ne raisonne, ni ne compare ; elle ne vérifie, ne constate, ne démontre quoi que ce soit. Elle ne s'établit juge et interprète d'aucnne question. Elle ne fait que redire des problèmes, elle est elle-même un problème. La religion s'empare du préjugé tel qu'il se présente, de la routine telle qu'elle esiste ; puis elle en fait des allégories, elle les figure par des rites, dont elle amuse les croyants, comme si elle voulait seulement graisser, huiler et beurrer des ressorts qui grincent, mais qu'elle ne connaît pas.

Voici l'esclavage, établi, par l'effet de la barbarie primitive, dans l'habitude des nations et jusque dans la conscience des esclaves : la religion ne discutera pas l'esclavage ; elle l'accepte comme divin, ou, ce qui revient au même, comme d'institution naturelle, fatale. Son spiritualisme n'ira pas plus loin ; il lui commande, au contraire, de s'arrêter là. Seulement elle dira au maître de l'esclave comme chez nous le législateur au maître du cheval : Tu ne le maltraiteras point, tu ne le tueras pas sans motif, et tu le laisseras reposer un jour par semaine. Si sa fille plaît à tes yeux, tu pourras en user, mais à condition de la nourrir, etc.

Avec le laps de temps et les révolutions des empires, l'esclavage a-t-il faibli dans l'opinion et dans les mœurs ; sa pratique est-elle devenue incommode, onéreuse, impossible, la religion abdique son vieux dogme, se présente avec d'autres formules, et s'écrie : Plus d'esclaves ! Mais elle ne s'est pas pour cela éclairée sur la question du travail : à cet égard, sa foi n'a pas changé. Et comme elle se dit que le travail est misérable, qu'il ne peut y avoir d'heureux que ceux qui font travailler les autres, qu'il y aura par conséquent toujours des serviteurs et des maîtres, des pauvres et des riches, elle fait en sorte que l'homme de service soit libre, de toute la liberté qui peut s'étendre du centre de la conscience à la périphérie du corps ; elle lui dénie toute justice et autorité sur les choses.

Au fond la religion ne change pas : comme le spiritualisme dont elle est l'expression, elle est immuable. Mais il y a quelque chose qui, sous elle et en dépit d'elle, progresse et change, c'est l'Humanité. Un jour vient donc où l'Humanité, raisonnant son propre progrès, élève le doute sur l'hypothèse même qui a servi jusque là de fondement et de motif à sa foi, et se demande :

Qu'est-ce que le travail ?

Qu'est-ce que la Justice dans le travail ?

Ceux-ci sont-ils moins spirituels qui travaillent, ceux-là le sont-ils plus qui ne travaillent pas ?

C'est précisément ce qui arrive à cette heure. Un esprit nouveau agite le monde. Comme autrefois, les peuples aspirent à la liberté ; les masses laborieuses réclament des garanties, la fin de l'exploitation égoïste, la Justice dans le travail, comme dans la propriété et dans l'échange. Et comme autrefois aussi reparaissent, pour combattre ces prétentions nouvelles, les privilèges surannés, l'arbitraire des fortunes, la tradition d'école, le mauvais vouloir de l'Etat. Ce n'est plus la tribu hébraïque avec ses deux catégories d'esclaves, ni le patriciat romain avec son système de clientèles, ni la féodalité du moyen âge avec sa savante et théologale hiérarchie. C'est la commandite capitaliste, avec concession du prince et subvention de l'Etat, constituée sur les épaules du travailleur comme l'Etna sur le dos de Typhoé. Ici la révélation n'a plus rien à dire ; les formules mystiques sont elles-mêmes mises en question. Rien que la science n'est capable de faire franchir à l'Humanité cette passe décisive. Si une dernière et plus éclatante manifestalion de la Justice ne vient éclairer la raison des peuples, le travail succombe, de nouvelles chaînes lui sont forgées pour des siècles, et nul ne peut dire ni quand ni si jamais la liberté paraîtra.

En présence de ce mouvement nouveau, quelle est l'attitude de l'Eglise ?

De toutes parts, en 1846, 1847, 1848, les peuples ont tendu leurs bras vers elle : Soyez evec nous, nous sommes la génération du Christ. Bénissez nos piques, bénissez nos arbres de liberté.

— Soyez avec nous, ont répété les purs démocrates, mandataires officieux de la Révolution. Ne maudissez ni 89 ni 93. Voici renaître la Constituante et la Législative ; avec elles la Convention, le club des Jacobins, la sainte Montagne. Nos pères ont envoyé les athées à l'échafaud : faites alliance avec la Révolutiou.

— Soyez avec nous, ont crié les fils de Voltaire : que la raison et la foi aient chacune leur domaine. La guerre du libre examen est terminée ; la philosophie, devenue conciliante, ne demande qu'à vous élever sur un trône de lumière.

— Soyez avec nous, a crié le chœur des socialistes, saint-simoniens, phalanstériens, communautaires. Et nous aussi, nous relevons de la charité. Laisserez-vous sécher cette fleur qui fait votre gloire, comme elle fit la force du Christ et des prophètes ?

Triste méprise, et qui prouve combien l'Europe, en 1848, était au dessous de sa propre pensée. Le travail n'a plus rien à faire avec l'amour : c'est la Justice, c'est la science, qu'il réclame. Or, la science est l'évacuation du dogme, comme dit l'Apôtre.

L'Eglise a répondu :

Si vous êtes enfants du Christ, bas les armes ! respect aux princes ! Toute autorité est établie d'en haut, et le règne du Christ n'est pas de ce monde.

Si vous reconnaissez un Etre suprême, à genoux devant le Crucifié. Dieu n'est rien s'il ne se révèle ; et cette révélation, c'est moi qui en suis l'organe. Révolutionnaires, Dieu vous le dit par ma bouche : faites pénitence du crime de vos pères.

Si vous admettez la légitimité de la foi, produisez-en les actes. A confesse, philosophes ; vous raisonnerez ensuite *de omni scibili,* votre billet d'assolution dans la poche.

Si vous faites profession de charité, que réclamez-vous ? Pourquoi ces cris contre ce qu'il vous plaît d'appeler *exploitation de l'homme par l'homme, féodalité mercantile, privilège* ? Que signifie ce prétendu *droit au travail* ? Socialistes, je ne vous connais pas.

Il faut l'avouer, avec des procureurs qui commençaient par implorer l'ennemi, la cause de la Révolution était perdue d'avance. Quelle idée, à propos du travail, de se réclamer du Christ, d'en appeler à Dieu et à l'Eglise ! Comme si l'esclavage le servage, le salariat, l'exploitation de l'homme par l'homme, n'étaient pas, aussi bien que le gouvernement de l'homme par l'homme, d'institution divine !

C'est au nom du spiritualisme que quelques-uns prétendent aujourd'hui fonder l'égalité : comme si le spiritualisme n'était pas, par lui-même, la déchéahce de la chair ; comme si par ènséquent le but de toute religion, de quelque principe qu'elle émane, n'était pas de prêcher la résignation aux subalternes, la clémence aux supérieurs, la foi à tous !

P.-J. Proudhon : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, vol. II, pag. 204-208.)

Le « brigand » Makhno

Nous avons parlé dans notre dernier numéro de la demande d'extradition de Makhno et de ses compagnons réfugiés en Bessarabie, adressée par le gouvernement *révolutionnaire* russe au gouvernement roumain.

Ce dernier répondit qu'il n'était pas opposé en principe à une extradition, bien qu'aucun traité du genre n'existât encore entre la République russe et la Roumanie ; mais qu'il fallait en tout cas préciser les faits pour lesquels l'extradition était réclamée et les articles du code russe s'y rapportant. Il concluait en exigeant l'engagement formel que les extradés ne seraient pas condamnés à la peine de mort, la Roumanie ayant aboli cette peine.

La dictature bourgeoise se montrait plus respectueuse des garanties à accorder à tout accusé que la dictature *prolétarienne !* Or, voici ce que nous lisons dans l'*Humanité,* quotidien bolcheviste français :

Moscou, 27 octobre. — (*De notre correspondant*). — Tchitchérine et le président du Conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine, Rakowski, ont adressé une note au gouvernement roumain où ils protestent contre l'ajournement de l'extradition de Makhno et de ses acolytes.

La note signale que les gouvernements russe et ukrainien sont prêts à accomplir les formalités demandées par le gouvernement roumain.

Makhno et ses bandes, aussi bien que les autres conspirateurs contre-révolutionnaires, ayant trouvé un asile en Bessarabie, menacent constamment la population des contrées avoisinantes de l'Ukraine. La note constate que les formalités observées par le gouvernement roumain sont exagérées et tntolérables. Cette rigueur manifestée soudain est d'autant plus curieuse que dans d'autres questions plus essentielles la Roumanie ne se tient pas à une conception légale si stricte.

Ce sont des proscrits d'hier qui tiennent un langage si écœurant. Bourgeois de tous les pays, ne vous embarassez pas de *formalités exagérées et intolérables,* ne vous en tenez plus à une *conception légale si stricte,* et envoyez à l'échafaud qui bon vous semblera !

A remarquer que la dépêche moscovite même parle de conspirateurs, c'est reconnaître implicitement que les actes qui leur sont reprochés sont politiques. D'ailleurs, messieurs les dictateurs russes se vantent d'avoir conspiré toute leur vie !

Lorsque nous signalons de tels faits à nos néo-communistes, ils commencent par les mettre en doute, puis devant la preuve irréfutable, ils justifient tout. Pour eux le « Rome a parlé » est remplacé par le « Moscou a parlé ». Déplorable mentalité sur les conséquences de laquelle il est inutile d'insister.

Allons, Briand, Bonomi, donnez la main à votre ancien camarade du parti social-démocrate, Lénine ! Vous formez un digne trio de chefs de gouvernement.

En vente au RÉVEIL :

P. KROPOTKINE. La Conquête du Pain	Fr. 3 —
BAKOUNINE. Œuvres, six volumes. Chaque volume séparément	2 50
— L'organisation de l'Internationale	— 05
H.-E. DROZ. Du Rêve à l'Action, poésies	2 50
A. LORULOT. Barbarie allemande et Barbarie universelle	2 50
Elisée RECLUS. Evolution et Révolution	— 30
H. de FITZ-JAMES. La guerre et l'exploitation de la crédulité (Trois conférences)	— 30
Errico MALATESTA. Au Café	— 20
— Entre Paysans	— 20
F. ROUGE. Chansons pour rire rouge et jaune	— 20
Charles MALATO. L'assassinat de Ferrer	— 10
Aristide BRIAND. La Grève générale et la Révolution	— 10
Richard WAGNER als Revolutionär	— 10

Cinquante pièces en un acte à tendances sociales à 75 cent. et 1 franc la pièce.